Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région PACA

AVIS N° 2011 – 41 à 54

Date : 21/10/2011	Objet : Dossiers de travaux dans les espaces ayant vocation à être classés en cœur de parc national des calanques (application des articles L331-6 et R331-6 du code de l'environnement)	Vote : voir tableau pour chaque avis
----------------------	--	--------------------------------------

Le CSRPN réuni le 21 octobre 2011, a étudié quatorze dossiers de travaux dans les espaces ayant vocation à être classés en cœur de parc national des Calanques.

Dossiers présentés par Dorothee Meyer, chargée de mission DREAL.

Suite à la prise en considération par le premier ministre le 30 avril 2009 du projet de parc national des Calanques, les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect des espaces ayant vocation à être classés en cœur de parc national sont soumis (selon les cas) à avis ou autorisation du Préfet après avis du CSRPN.

Les 10 premiers dossiers sont des dossiers de déclaration préalable pour lesquels l'avis de la vice présidente du CSRPN a déjà été sollicité en application de l'article 10 du règlement intérieur du CSRPN, les 2 suivants sont des dossiers de permis de construire pour lesquels l'avis du STAP est rapporté, le treizième dossier est un dossier de permis de construire déposé par la ville de Marseille pour l'extension du poste de secours de la plage Saint Estève au Frioul, ayant fait l'objet d'une demande de compléments de la part de l'ABF, le dernier dossier est un dossier dispensé de formalité au titre du code de l'urbanisme, concernant la mise en place d'une vigie temporaire au sommet du Mont Carpiagne. Ce dernier dossier a fait l'objet de réunions d'échanges entre les services concernés de la DREAL, le CEEP et le GIP Calanques, dont la synthèse est portée à la connaissance des membres du CSRPN.

Par ailleurs, les cinq premiers dossiers de DP, les trois dossiers de PC et le dossier dispensé de toute formalité ont été étudiés par le groupe de travail « espèces » du CSRPN réuni le 28 septembre 2011. La synthèse des observations formulées par ce groupe de travail est portée à la connaissance des membres du CSRPN plénier. Le CSRPN reprend à son compte l'ensemble des observations du groupe de travail.

Sur les dossiers de DP, les membres du CSRPN valident les avis formulés par la vice présidente

Sur les deux premiers dossiers de PC, les membres du CSRPN suivent l'avis de l'ABF

Sur le permis de construire présenté par la ville de Marseille au Frioul, les membres du CSRPN formulent les observations suivantes :

- l'ensemble des documents demandés par l'ABF doivent être fournis
- il manque une évaluation des incidences Natura 2000 adaptée aux enjeux
- il manque une justification de l'importance du projet notamment au regard de la fréquentation du site, des éléments concernant le mode de raccordement aux réseaux, la gestion des eaux usées, l'utilisation ou non d'énergies renouvelables ;
- le CSRPN s'interroge sur la faisabilité du projet au regard de la loi littoral, les installations projetées ne semblant pas présenter un caractère précaire et révoquant ;
- En conséquence, les membres du CSRPN émettent un avis très réservé et demandent que le dossier soit complété et précisé sur l'ensemble des points évoqués.

Sur le projet d'implantation d'une vigie temporaire au sommet du Mont Carpiagne, les membres du CSRPN formulent les observations suivantes :

- la justification du projet n'est pas suffisamment étayée : il manque en particulier une analyse de l'amélioration apportée par le projet (carte des champs de vision avant/après intégrant l'ensemble du dispositif y compris le nouveau dispositif de caméras - dont une au Baou de la Saoup) ;
- le choix du site d'implantation n'est pas suffisamment justifié (absence d'analyse des variantes avec documents cartographiques et tableaux comparatifs) et les contraintes foncières (propriété

du Ministère de la Défense) ne sont pas évoquées : pas d'éléments sur les contraintes induites par le champ de tir, ni les autorisations nécessaires obtenues ou non ;

- il n'y a pas non plus de justification de la nécessité de ce type d'installation pour le guet (vent ? matériel à abriter ? possibilité de couchage pour le guetteur ?) ;

- l'année 2012 est présentée comme une année d'essai qui permettra de déterminer si la vigie Carpiagne est satisfaisante du point de vue de la surveillance feu de forêts : il est surprenant qu'il ne soit pas possible de le déterminer avant

- le site du Mont Carpiagne est très sensible d'un point de vue ornithologique, pas seulement en raison de la présence de l'aigle de Bonelli (site de nidification du Traquet oreillard notamment). Il s'agit en outre d'un des rares secteurs du massif maintenu à l'écart de la fréquentation et resté sauvage et préservé. Une évaluation des effets induits en période d'exploitation (le piétinement autour de la vigie, satisfaction des besoins naturels ...) doit donc être produite.

- le mode d'acheminement par voie terrestre paraît encore plus impactant que par voie aérienne compte tenu de l'absence de chemin carrossable,

- le traitement de l'intégration paysagère n'est pas à la hauteur des enjeux : des documents d'intégration paysagère doivent être produits comprenant : vue lointaine, vue rapprochée, avec les bonnes couleurs et la bonne échelle, comparaison éventuelle avec des dispositifs existants. La guérite envisagée n'est pas optimale en matière d'intégration paysagère (à comparer avec celle mise en place à la Sainte Victoire) il serait nécessaire de modifier la couleur (couleur roche, claire, absence de logo...)

- bien que la présente demande ne concerne que l'année 2012, les membres du CSRPN estiment que la question de la pérennisation du dispositif doit être posée et évaluée et faire l'objet d'engagements clairs et fermes : maintien du caractère saisonnier (avec hélitreuillage tous les ans, ou simple démontage mais quid du rangement du matériel démonté ?), risque d'augmentation de la fréquentation et à terme de création d'une nouvelle piste DFCI, ...

-

En conclusion, les membres du CSRPN plénier émettent un avis très réservé sur ce dossier, compte tenu de la sensibilité environnementale du site et de l'insuffisance du dossier sur l'ensemble des points évoqués ci dessus.

Avis N°2011- 41 à 54 : Le CSRPN a :

émis un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par Mme Ayme aux Goudes (13055.11.H.1216.DP.P0)

émis un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par M Brocolini aux Goudes (13055.11.H.1510.DP.P0)

émis un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par la commune de Cassis (DP 013 022 11-0056)

émis un avis favorable, sous réserve de maintenir les arbres en l'état et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant sur le dossier de déclaration préalable déposé par la Bouygues Telecom à Carpiagne (13005.11.H.1837.DP.P0)

émis un avis favorable, sous réserve que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par l'ONF au « Cap gros » (13055.11.H.1739.DP.P0)

émis un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par la SARL Tiboulen de Maire à la Calanque Blanche (13055.11.H.1848.DP.P0)

émis un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par M Sandrone aux Goudes (13055.11.H.1917.DP.P0)

émis un avis défavorable, considérant que l'implantation d'une éolienne n'est pas de nature à s'intégrer au site inscrit des Calanques, et constituerait une gêne et un danger pour les oiseaux et les chiroptères, dans un site classé Natura 2000 au titre de la directive habitat et en limite d'un site classé au titre de la directive oiseaux , sur le dossier de déclaration préalable déposé par M Lobry aux Goudes (13055.11.H.2019.DP.P0)

émis un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant, sur le dossier de déclaration préalable déposé par la SCI Villages à Callelongue (13055.11.H.2118.DP.P0)

émis un avis défavorable, considérant que la grande ouverture en façade face au port est de nature à porter atteinte au paysage du site classé des Calanques sur le dossier de déclaration préalable déposé par la SCI Villages à Callelongue (13055.11.H.0273.PC.P0)

émis un avis très réservé et demandé que le dossier soit complété sur l'ensemble des points évoqués ci-dessus, sur le dossier de permis de construire déposé par la Ville de Marseille plage de Saint Estève au Frioul (13055.11.K.0505.PC.P0)

émis un avis défavorable, considérant que la construction envisagée n'est pas de nature à s'intégrer harmonieusement au site inscrit des Calanques, en limite du site classé, sur le dossier de permis de construire déposé par M Nougouier aux Goudes (13055.11.H.0769.PC.P0)

émis un avis favorable, sous réserve du respect des recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France, sur le dossier de permis de construire déposé par M Agobian aux Goudes (13005.11.H.0886.PC.P0)

émis un avis très réservé, compte tenu de la sensibilité environnementale du site et de l'insuffisance du dossier sur l'ensemble des points évoqués ci-dessus, sur le dossier dispensé de formalité au titre du code de l'urbanisme, déposé par la DDSIS des Bouches du Rhône au sommet du Mont Carpiagne

Le détail de chaque avis figure dans le tableau joint.

Le président du CSRPN : Pr. Marcel Barbero

Signé

Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région PACA

AVIS N° 2011 - 41 à 54

Objet : Dossiers de travaux dans les espaces ayant vocation à être classés en cœur de parc national des calanques (application des articles L331-6 et R331-6 du code de l'environnement)

	numero autorisation urbanisme	Nom	adresse travaux	commune	nature travaux	date d'examen par le CSRPN	Avis CSRPN n°	AVIS DU CSRPN
PERMIS DE CONSTRUIRE PERMIS D'AMENAGER PERMIS DE DEMOLIR	13055.11.K.0505.PC.P0	Ville de Marseille DRCE STBSUD représentée par Antonioli	plage Saint estève	13 007 MARSEILLE	extension du poste de secours de la plage Saint Estève	21/10/2011	2011-51	En plus des documents demandés par l'ABF, le CSRPN estime qu'il manque une évaluation des incidences Natura 2000 adaptée aux enjeux, une justification de l'importance du projet notamment au regard de la fréquentation du site, des éléments concernant le mode de raccordement aux réseaux, la gestion des eaux usées, l'utilisation ou non d'énergies renouvelables. Par ailleurs le CSRPN s'interroge sur la faisabilité du projet au regard de la loi littoral, les installations projetées ne semblant pas présenter un caractère précaire et révoquant. Le CSRPN émet en conséquence un avis très réservé et demande a minima des compléments au dossier sur tous ces points.
	13055.11.H.0769.PC.P0	Jean-Marc NOUGUIER	65 rue Pite Pite prolongée	13008 MARSEILLE	extension d'une maison de village	21/10/2011	2011-52	Le CSRPN émet un avis défavorable , considérant que la construction envisagée n'est pas de nature à s'intégrer harmonieusement au paysage du site inscrit des Calanques, en limite du site classé.
	13055.11.H.0886.PC.P0	André AGOBIAN	2-4, avenue alexandre delabre	13008 MARSEILLE	création d'un garage et d'un logement par changement de destination, modification des façades et des abords	21/10/2011	2011-53	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve du respect des recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
DECLARATION PREALABLE	13055.11.H.1216.DP.P0	Karine AYME	2 rue du Bassin	13 008 MARSEILLE	installation d'ensemble de fenêtres de toit et modifications d'ouvertures en façades	21/10/2011	2011-41	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.1510.DP.P0	Francesco BROCOLINI	rue des Bons Voisins	13 008 MARSEILLE	modification de clôture et installation d'un portail	21/10/2011	2011-42	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	DP 013 022 11-0056	Commune de Cassis	Pas de la Colle et Couronne de Charlemagne	13 714 CASSIS	pose de deux berces DFCl en milieu naturel servant de réserve d'eau pour les hbe du sdis pour la saison estivale	21/10/2011	2011-43	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.1837.DP.P0	SA Bouygues Telecom	camp militaire de Carpiagne	13 009 MARSEILLE	implantation d'antennes	21/10/2011	2011-44	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de maintenir les arbres en état, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.1739.DP.P0	ONF	"Cap Gros"	13 009 MARSEILLE	mise en sécurité des ruines de l'ancien refuge félix roche	21/10/2011	2011-45	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.1848.DP.P0	SARL LE Tiboulen de Maire	Chemin des goudes, La calanque Blanche	13 008 MARSEILLE	modification des façades	21/10/2011	2011-46	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.1917.DP.P0	Claude SANDRONE	28 rue du Louvre, Les Goudes	13 008 MARSEILLE	réfection de toiture, création d'une terrasse	21/10/2011	2011-47	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.2019.DP.P0	Olivier LOBRY	31 route de la Maronaise	13 008 MARSEILLE	installation d'une éolienne	21/10/2011	2011-48	Le CSRPN émet un avis défavorable , considérant que l'implantation d'une éolienne n'est pas de nature à s'intégrer harmonieusement au paysage du site inscrit des Calanques, et constituerait une gêne et un danger pour les oiseaux et les chiroptères, dans un site Natura 2000 classé au titre de la directive habitat et en limite d'un site classé au titre de la directive oiseaux
	13055.11.H.2117.DP.P0	SCI Villages représentée par Lefevre	avenue des Pebrons	13 008 MARSEILLE	ravalement des façades, réfection de toiture, remplacement des huisseries	21/10/2011	2011-49	Le CSRPN émet un avis favorable, sous réserve de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et que le déroulement du chantier n'ait pas d'impact sur le milieu naturel environnant
	13055.11.H.2118.DP.P0	SCI Villages représentée par Lefevre	2 avenue des Pebrons	13 008 MARSEILLE	remise à la hauteur d'origine, ravalement des façades, modification d'ouvertures	21/10/2011	2011-50	Le CSRPN émet un avis défavorable , considérant que la grande ouverture en façade face au port est de nature à porter atteinte au paysage du site classé des Calanques
DOSSIER DISPENSE DE TOUTE FORMALITE au titre du code de l'urbanisme		DDSDS 13	Mont Carpiagne	13 009 MARSEILLE	mise en place d'une vigie temporaire	21/10/2011	2011-54	Le CSRPN émet un avis très réservé compte tenu de la sensibilité environnementale du site et de l'insuffisance du dossier sur l'ensemble des points évoqués ci-dessous : - la justification du projet n'est pas suffisamment étayée : il manque en particulier une analyse de l'amélioration apportée par le projet (carte des champs de vision avant/après intégrant l'ensemble du dispositif y compris le nouveau dispositif de caméras - dont une au Baou de la Saoupe) ; - le choix du site d'implantation n'est pas suffisamment justifié (absence d'analyse des variantes avec documents cartographiques et tableaux comparatifs) et les contraintes foncières (propriété du Ministère de la Défense) ne sont pas évoquées : pas d'éléments sur les contraintes induites par le champ de tir, ni les autorisations nécessaires obtenues ou non ; - il n'y a pas non plus de justification de la nécessité de ce type d'installation pour le guet (vent ? matériel à abriter ? possibilité de couchage pour le guetteur ?) ; - l'année 2012 est présentée comme une année d'essai qui permettra de déterminer si la vigie Carpiagne est satisfaisante du point de vue de la surveillance feu de forêts : il est surprenant qu'il ne soit pas possible de le déterminer avant - le site du Mont Carpiagne est très sensible d'un point de vue ornithologique, pas seulement en raison de la présence de l'aigle de Bonelli (site de nidification du Traquet oreillard notamment). Il s'agit en outre d'un des rares secteurs du massif maintenu à l'écart de la fréquentation et resté sauvage et préservé. Une évaluation des effets induits en période d'exploitation (le piétinement autour de la vigie, satisfaction des besoins naturels ...) doit donc être produite. - le mode d'acheminement par voie terrestre paraît encore plus impactant que par voie aérienne compte tenu de l'absence de chemin carrossable, - le traitement de l'intégration paysagère n'est pas à la hauteur des enjeux : des documents d'intégration paysagère doivent être produits comprenant : vue lointaine, vue rapprochée, avec les bonnes couleurs et la bonne échelle, comparaison éventuelle avec des dispositifs existants. La guérite envisagée n'est pas optimale en matière d'intégration paysagère (à comparer avec celle mise en place à la Sainte Victoire) il serait nécessaire de modifier la couleur (couleur roche, claire, absence de logo...) - bien que la présente demande ne concerne que l'année 2012, les membres du CSRPN estiment que la question de la pérennisation du dispositif doit être posée et évaluée et faire l'objet d'engagements clairs et fermes : maintien du caractère saisonnier (avec hélicoptère tous les ans, ou simple démontage mais quid du rangement du matériel démonté ?), risque d'augmentation de la fréquentation et à terme de création d'une nouvelle piste DFCl, ...